

Questions orales

ON DEMANDE SI LES EMPLOYÉS DE SOREL ET DE MONTRÉAL PEUVENT S'ATTENDRE À AVOIR LES MÊMES DROITS ET LES MÊMES PROGRAMMES QUE CEUX DE QUÉBEC

M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire. Le ministre ne nous a pas dit pour quelle raison il n'avait pas accordé 3,7 millions, mais il reconnaîtra qu'il a les mêmes problèmes à la *Marine Industries*, à Sorel et à la *Versatile Vickers*, à Montréal. Est-ce que le ministre peut s'engager maintenant en disant que les employés de la *Marine Industries*, à Sorel, et ceux de la *Versatile Vickers*, à Montréal, pourront avoir les mêmes droits et les mêmes programmes que les employés de Québec?

L'hon. Benoît Bouchard (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, il n'existe pas de recette dans le domaine du règlement des problèmes d'emploi. Nous avons analysé une situation particulière à Québec. On a répondu d'une façon. Si une demande est faite dans d'autres régions, mais pas seulement au Québec, à la grandeur du pays, nous allons répondre selon les besoins analysés.

* * *

[Traduction]

LES PÉNITENCIERS

LA PRISON DE PORT-CARTIER—ON DEMANDE QUE LE PREMIER MINISTRE TÉMOIGNE DEVANT UN COMITÉ PARLEMENTAIRE

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, je voudrais revenir au vice-premier ministre et formuler différemment une question qui a déjà été posée. Je ne pense pas que le gouvernement l'ait comprise convenablement. Le comité directeur du comité de la justice, auquel j'ai le plaisir d'appartenir, a adopté une motion du député de Burnaby demandant que le premier ministre vienne au comité répondre à des questions au sujet de Port-Cartier. Ma question est simple: le premier ministre se présentera-t-il devant le comité?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, le président du Conseil du Trésor a fait savoir qu'il était prêt à fournir tous les renseignements nécessaires à propos de cette question. Il a même dit qu'il était prêt à venir devant le comité, aussi longtemps que nécessaire, pour fournir les renseignements voulus. Je ne suis pas sûr que les premiers ministres aient l'habitude de se présenter devant des comités, surtout qu'il semble bien que les députés d'en face réclament sa présence pour faire du spectacle.

M. Nystrom: Camouflage.

M. Clark (Yellowhead): Seuls, ils n'attireraient personne.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, étant donné que le cabinet du premier ministre est intervenu dans la détermination de l'emplacement de la prison et que le comité directeur n'a pas demandé au président du Conseil du Trésor de venir, pourquoi le gouvernement refuse-t-il de laisser le premier ministre se présenter devant le comité, alors que les Canadiens veulent connaître les réponses.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je ne sais pas si le député s'intéresse aux réponses ou s'il veut essayer de faire scandale. Franchement, si ce sont des informations qu'il veut, le président du Conseil du Trésor les a données.

M. Broadbent: Désinformation.

M. Mazankowski: C'est le président du Conseil du Trésor qui est responsable. Il est prêt à venir devant le comité et à donner au député et à ses collègues tous les renseignements dont ils ont besoin.

M. Nystrom: Camouflage.

M. Mazankowski: Ce ne sont pas des renseignements que les députés veulent, c'est autre chose. Je prétends qu'ils font du cinéma.

* * *

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE JETÉE ENTRE TERRE-NEUVE ET LE LABRADOR

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, je vais m'adresser au vice-premier ministre. En avril 1985, le président de LMBDS-Sidam Inc., un cabinet d'experts-conseils du Québec, M. Pierre Lajoie, a écrit au premier ministre pour lui faire part d'un projet de construction d'une jetée de 7 milliards de dollars entre l'Île de Terre-Neuve et le Labrador. J'ai envoyé une copie de cette proposition au vice-premier ministre. Pourrait-il nous dire si le gouvernement songe à financer des études sur les répercussions économiques, écologiques et sociales de ce projet?

• (1450)

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je viens de recevoir le document en question. Je n'ai pas encore eu l'occasion de le consulter, mais je ne manquerai pas de le faire.